Déclaration à la presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation en Syrie et au Yémen, à Luxembourg le 3 avril 2017.

2017-04-03

"Bonjour, d'abord je voudrais renouveler la solidarité de la France avec le peuple colombien. La Colombie est aujourd'hui frappée par une catastrophe naturelle qui a fait beaucoup de victimes et de dégâts. La France a proposé toute l'aide que la Colombie serait à même d'exprimer. C'est l'occasion pour moi de rappeler cette solidarité, cette amitié qui nous lie.

Q - M. le ministre, sur la Conférence de Bruxelles sur la Syrie de mercredi, il semblerait que la Turquie n'envoie personne ?

Je ne sais pas si la Turquie envoie quelqu'un. Certains pays ne seront pas représentés au niveau ministériel mercredi, mais ils seront quand même représentés. C'est une réunion importante qui arrive à un moment où la Syrie s'enfonce dans une crise, d'abord humanitaire. Vous savez que malgré l'accord d'Astana pour un cessez-le-feu, le cessez-le-feu est loin d'être effectif sur le terrain. Les combats continuent et l'aide humanitaire n'arrive quasiment pas. C'est le premier sujet dont nous allons traiter avec tous les pays qui participeront à cette conférence mercredi à Bruxelles. La France sera représentée. J'y serai personnellement.

Q - La Russie n'envoie que son ambassadeur à cette conférence, n'est-ce pas un signe ?

La France est engagée dans la coalition internationale contre Daech, mais elle n'est pas en guerre en Syrie. C'est pourquoi ce sera l'occasion pour moi, dès ce matin, de rappeler que notre engagement, c'est la solution politique. Ce qui se passe à Genève doit réussir. Nous savons que ces négociations sous l'égide des Nations unies sur la base de la résolution du Conseil de Sécurité sont difficiles, mais c'est la seule voie possible, la voie de la transition politique, de la réforme de la Constitution, de l'organisation d'élections. Si cette transition politique réussit, alors le retour des réfugiés sera possible , et la question de la reconstruction se posera. Mais il faut qu'il y ait une transition politique. Ceux qui l'ont niée se trompent profondément. Il n'y aura jamais de paix durable, y compris face à la menace terroriste, sans processus politique.

Q - M. le ministre, il y a une certaine confusion concernant le rôle de M. Assad dans la transition. Pourriez-vous repréciser la position de la France ?

Certains voudraient qu'il y ait un préalable absolu : on ne commencerait les discussions pour la transition que lorsqu'Assad serait parti. Ça n'est pas l'esprit de la résolution 2254 adoptée en décembre 2015 par le Conseil de sécurité. Elle prévoit une négociation sous l'égide des Nations unies, qui a lieu, mais dans des conditions extrêmement difficiles à Genève. Les discussions avaient repris le 23 mars sous la présidence de Staffan de Mistura. Autour de la table, vous aviez des représentants de l'opposition dans toutes ses composantes et, de l'autre côté, ceux du régime. Donc l'objectif est bien une transition politique. C'est bien l'organisation d'élections après une réforme constitutionnelle. Mais il faut que ce soit une transition politique digne de ce nom. Et à la fin du processus politique, lorsqu'il s'agira de bâtir la Syrie à venir, une Syrie réconciliée, une Syrie qui se reconstruira et qui permettra le retour de ses réfugiés, la France n'imagine pas un seul instant que cette Syrie puisse être dirigée par Bachar El Assad tant il a une responsabilité dans la situation actuelle : plus de 300 000 morts, les prisonniers, les torturés, un pays détruit. C'est une question de sens des responsabilités.

Q - Et sur le Yémen ?

Il va être question du Yémen. J'ai reçu il y a quelques jours le représentant du Secrétaire général des Nations unies M. Cheikh Ahmed. La position de la France, c'est le cessez-le-feu, c'est la négociation, mais avec une urgence : l'urgence c'est l'aide humanitaire car il y a une responsabilité de tous les belligérants de permettre l'accès de l'aide humanitaire. Aujourd'hui, cet accès est quasi-impossible. Nous sommes dans une situation catastrophique. Un nombre considérable de personnes sont dans la souffrance et à la limite de ce qui est supportable. Je rappellerai cette urgence humanitaire lors de ce Conseil des Affaires étrangères de l'UE. Il y a également la nécessité d'un processus politique. Là encore, il n'y a pas d'autre voie. La voie de la guerre n'est pas une option.

Merci beaucoup".

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 avril 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/202578-jean-marc-ayrault-03042017-situation-en-syrie-et-au-yemen